



Retraites : quand la propagande tient lieu de débat

Contact 87348

cgtcnav37@free.fr

www.cgt-cnav-37.com

Le projet de réforme des retraites annoncé par le gouvernement remet en cause un droit important : une retraite pour tous les salariés dès l'âge de 60 ans avec des moyens de vivre dignement.

Le débat de fond, c'est de choisir entre une société fondée sur la solidarité ou une société fondée sur l'individualisme.

Ensuite, quelle part de la richesse nationale sommes-nous disposés à consacrer aux retraites, et d'une façon plus générale à la Sécurité Sociale ?

Enfin quelle doit être la répartition de cette charge entre les acteurs sociaux, les individus et les collectivités ?

La question des retraites est actuellement faussée, dans la mesure où l'idée lancée par le gouvernement et les tenants du libéralisme est que le régime par répartition ne peut être pérenne que par la réduction des droits des salariés du Public et / ou du Privé, le véritable objectif recherché étant de réduire les cotisations des employeurs après avoir fait baisser les montants des retraites des salariés...

A partir de là, tous les coups sont permis pour tenter d'accréditer la thèse du sacrifice nécessaire des bénéficiaires des régimes de salariés !

- discréditer les régimes spéciaux et de fonctionnaires aux yeux de salariés moins «protégés»,
- insister sur l'allongement de la durée de la vie comme si on était coupable de vivre plus longtemps et qu'on doive le 'payer' en annuités de travail supplémentaires et non en annuités de repos mérité,
- «prévoir» le déficit des régimes de retraite à l'horizon 2050 alors que personne n'avait prévu en 2008 l'ampleur de la crise financière de 2009, etc.

Le leitmotiv des défenseurs du libéralisme se concentrait, jusqu'à présent, sur le rapport défavorable actif / inactif, lié à la moindre natalité, jusqu'à ce que le taux de natalité en France devienne le plus haut d'Europe !

Comme il leur fallait alors changer de refrain, ils ont «découvert» que les gens vivaient plus longtemps, mais n'ont tenu aucun compte des études qui démontraient que l'espérance de vie n'est pas la même pour toutes les catégories professionnelles.

Il ne faut pas oublier que l'espérance de vie en bonne santé est selon l'Insee de 63 ans pour les femmes et de 64 ans pour les hommes.

Ils ont également «oublié» de mentionner le manque à gagner significatif que représentent les pertes de cotisations dues aux délocalisations des entreprises et aux exonérations (**30milliards**) qui grèvent lourdement l'équilibre du Régime Général

Enfin, pour mieux orienter le citoyen vers la réforme telle que voulue par le gouvernement, des pages entières de publicité sont faites à grands frais pour l'Etat et pour la Sécurité Sociale :

- 5 millions d'euros selon le Figaro,
- 1.8 million d'euros pour l'affiche de la campagne CNAV,

Soit 6.8 millions d'euros, ce qui représente, par exemple, l'équivalent de 309 000 consultations chez un généraliste....

A l'heure des famineuses retraites chapeau (grands PDG), de celles non moins famineuses des élus nationaux ou européens, des nantis abrités par les niches et boucliers fiscaux, à l'heure des salaires patronaux exorbitants, des exonérations de cotisations vertigineuses pour les entreprises, qui n'empêchent pourtant pas certaines de quand même délocaliser les outils de travail, c'est encore et toujours les salariés qui devront faire face à une austérité obligatoire.

-C'est en luttant pour des retraites décentes qu'on minimise le risque pour les jeunes d'avoir leurs parents à charge comme c'était le cas par le passé !

-C'est en défendant le droit à la retraite dès 60 ans que les anciens libèrent leur emploi aux jeunes générations !



Le 27 mai, avec d'autres organisations syndicales,
la CGT appelle l'ensemble des salariés
du privé et du public
à une journée d'action interprofessionnelle
avec grèves et manifestations

**Sur www.cgt-cnav-37.com
retrouvez toutes les infos de notre syndicat**